

ans « Vérité et politique »,
un article publié en 1967
dans le magazine *The New
Yorker*, Hannah Arendt livre
une longue réflexion sur le
conflit, ancestral, entre ces
deux notions et sur le statut

Pierre Buhler, ancien diplomate : « Ce qui distingue l'extrême droite de la droite, c'est le mépris de l'ordre démocratique »

de

la L'institution judiciaire, l'université et les médias
sont les trois cibles privilégiées des formations
national-populistes dès leur accession au pouvoir,
rappelle l'ancien ambassadeur de France en
Pologne dans une tribune au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 08h00 | Lecture 4 min.

TRIBUNE

Pierre Buhler

Ancien diplomate

D vérité dans la société politique. Si,
argue-t-elle, la vérité des faits,
« *têtus* », n'est pas discutable, ils
peuvent, moyennant un « *brouillage*

Article réservé aux abonnés

de la ligne de démarcation entre vérité factuelle et opinion, être discrédités comme simplement une
opinion de plus ».

A cette aune-là, observe la philosophe, le mensonge a toujours été considéré comme un « *outil
nécessaire et justifié des politiciens, des démagogues, mais aussi des dirigeants de l'Etat* », une pratique
qui, dans sa version moderne, revêt la forme de la manipulation de masse.

Mais, ajoute-t-elle, trois institutions échappent à cette logique : l'institution judiciaire, où « *la vérité constitue le critère le plus exigeant du discours comme de l'action* », l'université, terreau de la liberté intellectuelle, et les médias. Pour autant qu'elles restent indépendantes du pouvoir, ces institutions sont à même, en dépit de leurs lacunes, de « *faire prévaloir la vérité dans l'espace public* ».

Lire aussi l'enquête (2022) :  [La vérité, pilier ébranlé de la démocratie](#)



Le rapport à la vérité est au cœur des stratégies de conquête et de conservation du pouvoir déployées par les aspirants dictateurs et autocrates, qui, de gauche ou de droite, ont d'instinct perçu la nécessité de s'approprier cette ressource, qu'ils aient ou non lu Hannah Arendt. Ou médité cet aphorisme d'un autre philosophe, Friedrich Nietzsche : « *rien n'est vrai, tout est permis* », qui était aussi la devise prêtée à la secte des Assassins à l'époque des Croisades. Dans 1984, Orwell décrit la dystopie d'Océania en démontant l'ingénierie orchestrée par le ministère de la vérité.

Chemin ouvert par Orban

Si les grands systèmes totalitaires du XX^e siècle ont, assez naturellement, mis la main sans ménagements sur les trois institutions mentionnées par Arendt, celles-ci ont également constitué le cœur de cible des formations national-populistes dès leur accession au pouvoir, par la voie démocratique, en Europe centrale.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le chemin a été ouvert par Viktor Orban, de retour au pouvoir en 2010 après un premier mandat contraint par la Constitution du pays, qui s'est empressé, grâce à la victoire écrasante remportée par son parti, le Fidesz, d'amender la Constitution, d'émasculer la Cour constitutionnelle et de faire main basse sur l'appareil judiciaire. Il fait également voter plusieurs lois pour restreindre la liberté de la presse, étouffant progressivement les derniers médias privés qui lui tenaient tête. Et il parvient à mettre la main sur le monde académique, contraignant l'Université d'Europe centrale, fondée et financée par son ennemi juré, George Soros, et dernier fortin de la liberté académique dans le pays, de quitter Budapest pour Vienne.

Lire aussi la tribune |  [« Viktor Orban et son administration poursuivent une stratégie de démantèlement de l'éducation publique en Hongrie »](#)



En Pologne, le chef du parti Droit et justice (PiS), Jaroslaw Kaczynski, qui ne dispose pas, après sa victoire de l'automne 2015, d'une « *majorité constitutionnelle* » lui permettant d'emboîter le pas à Orban, doit emprunter des chemins plus obliques. Mais la stratégie est la même. Une des premières mesures du gouvernement est de paralyser le Tribunal constitutionnel, qui prélude à la nomination progressive de juges affidés et s'achève par une mainmise sur l'ensemble de l'appareil judiciaire. Un sort identique est réservé à l'audiovisuel public, qui devient en un temps record une officine de propagande du pouvoir, qui se lance ensuite, par toutes sortes de subterfuges, dans une entreprise de rognage des ailes des médias privés. Celle-ci est plus laborieuse, avec de forts points de résistance, comme l'est également la mainmise, plus lente mais conduite avec constance, sur la troisième institution, le monde universitaire.

Ne jouissant pas d'une emprise comparable à celle de Viktor Orban, mais également moins habile que celui-ci, le PiS de Kaczynski ne réussit pas à annihiler l'esprit de résistance des Polonais. Il a dû rendre le pouvoir fin 2023, après huit années, laissant à Donald Tusk et à sa coalition la lourde tâche de rétablir l'Etat de droit et les institutions de la démocratie libérale.

« Mettre au pas le Conseil constitutionnel »

Cette similitude des stratégies entre les formations d'extrême droite, nettement plus susceptibles d'accéder au pouvoir, aujourd'hui, que des partis d'extrême gauche, illustre bien le rôle essentiel que jouent, pour la respiration de la démocratie, les trois sanctuaires identifiés par Hannah Arendt. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'un des candidats du Rassemblement national, Pierre Gentillet, par ailleurs avocat, et à la différence des partis homologues du RN, sort du bois en affirmant avec candeur : « *A condition de mettre au pas le Conseil constitutionnel, nous pourrions tout faire.* »

Lire aussi l'analyse |  [En Pologne, l'Etat de droit face à l'héritage populiste](#)



Cherchant à identifier le marqueur identitaire de l'extrême droite dans un contexte où partis et idéologies évoluent constamment, le chroniqueur du *Financial Times* Gideon Rachman estime que ce qui la distingue de la droite est le rapport à l'ordre démocratique, et non pas les politiques que l'une et l'autre portent, comme la lutte contre l'immigration illégale, dès lors qu'elles reflètent une facette du conservatisme qui recueille le soutien d'une majorité de citoyens. Cette distinction est contestable, tant certaines de ces politiques sont attentatoires à l'Etat de droit tel qu'il est construit au sein de l'Union européenne.

En dernière analyse, le respect de l'ordre démocratique – pour lequel Donald Trump a clairement affiché son mépris en janvier 2021 en refusant d'accepter le résultat des élections – est bien la pierre de touche de cette distinction, et permet de définir l'« *arc républicain* ». Et selon ce critère, si l'on en juge par les exemples hongrois et polonais, c'est dans les intentions, camouflées, de démanteler les fondations d'un ordre démocratique régi par la règle de droit que se loge le danger actuel des formations national-populistes qui s'approchent du pouvoir.

 **Pierre Buhler**, ancien ambassadeur de France en Pologne et à Singapour, a été aussi président de l'Institut français. Il est chargé d'enseignement en relations internationales à Sciences Po et au Collège d'Europe, à Varsovie.

Pierre Buhler (Ancien diplomate)

Le Monde Mémorable

Découvrir



Le génie Chaplin

Personnalités, événements historiques, société... Testez votre culture générale

La fabrique de la loi

Boostez votre mémoire minutes par jour